

## À propos de CGI

Fondé en 1976, le Groupe CGI inc. (« CGI ») figure parmi les plus importantes entreprises indépendantes de services en technologies de l'information (TI) et en gestion des processus d'affaires dans le monde. CGI et ses entreprises affiliées emploient environ 25 000 professionnels. CGI offre la gamme complète des services en TI et en gestion des processus d'affaires à des clients du monde entier, à partir de ses bureaux au Canada, aux États-Unis d'Amérique (« États-Unis »), en Europe et en Asie-Pacifique, ainsi qu'à partir de ses centres d'excellence en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Les produits annualisés de CGI s'établissent actuellement à 3,8 milliards de dollars (3,3 milliards de dollars US) et, au 31 mars 2007, son carnet de commandes s'élevait à 12,3 milliards de dollars (10,5 milliards de dollars US). Les actions de CGI sont inscrites à la Bourse de Toronto (GIB.A) ainsi qu'à celle de New York (GIB). Elles figurent dans l'indice composé S&P/TSX, dans l'indice plafonné de la technologie de l'information S&P/TSX et dans l'indice des titres à moyenne capitalisation.

# Nos chiffres...



## Groupe CGI inc. Rapport trimestriel 2

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

### Bourses

Toronto : GIB.A

New York : GIB

### Actions en circulation (au 31 mars 2007)

294 181 095 actions subalternes classe A\*

34 208 159 actions classe B

\* Nota - Les actions subalternes classe A en circulation incluent 86 000 actions rachetées à la fin du deuxième trimestre; le 31 mars 2007. De ces 86 000 actions, 82 400 étaient détenues par la Société, demeuraient impayées et n'avaient donc pas encore été annulées et 3 600 étaient détenues par la Société, étaient payées mais n'avaient pas été annulées.

### Performance du titre au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2007

Bourse de Toronto (\$CAN)	Bourse de New York (\$US)
Ouverture : 8,10	Ouverture : 7,00
Haut : 10,18	Haut : 8,83
Bas : 7,85	Bas : 6,71
Fermeture : 9,98	Fermeture : 8,66
Moyenne des transactions quotidiennes : 1 394 928	Moyenne des transactions quotidiennes : 132 131

### Agent des transferts et agent comptable des registres

Société de fiducie Computershare du Canada  
800 564-6253

### Relations avec les investisseurs

Lorne Gorber

Vice-président, Communications et Relations avec les investisseurs

Téléphone : 514 841-3355

lorne.gorber@cgi.com

[www.cgi.com](http://www.cgi.com)

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

## Table des matières

PORTÉE DE L'ANALYSE .....	3	INDICATEURS DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE ET DES RESSOURCES EN CAPITAL .....	18
ÉNONCÉS DE NATURE PRÉVISIONNELLE .....	3	INSTRUMENTS DE FINANCEMENT HORS BILAN ET GARANTIES .....	18
MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES PCGR.....	3	CAPACITÉ DE LIVRER LES RÉSULTATS.....	19
PROFIL DE L'ENTREPRISE .....	4	OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS .....	19
CONTEXTE CONCURRENTIEL .....	5	SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES .....	19
VISION, MISSION ET STRATÉGIE .....	5	ESTIMATIONS COMPTABLES IMPORTANTES.....	20
VARIATIONS TRIMESTRIELLES .....	5	MODIFICATIONS COMPTABLES .....	23
NOUVEAUX CONTRATS, ÉLARGISSEMENTS ET RENOUVELLEMENTS DE CONTRATS .....	5	MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES .....	24
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA POSITION CONCURRENTIELLE .....	6	INSTRUMENTS FINANCIERS .....	24
RACHAT D' ACTIONS .....	6	RISQUES ET INCERTITUDES .....	24
APERÇU DU DEUXIÈME TRIMESTRE .....	7	RISQUES LIÉS À NOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉ.....	25
POINTS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS .....	7	RISQUES LIÉS À NOTRE ENTREPRISE.....	26
VUE D'ENSEMBLE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE .....	8	RISQUES LIÉS AUX ACQUISITIONS D'ENTREPRISES .....	28
<i>Variation des produits</i> .....	8	RISQUES DE MARCHÉ .....	29
<i>Produits selon les secteurs d'affaires</i> .....	9	INTÉGRITÉ DE LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS.....	29
<i>Répartition des produits</i> .....	10	POURSUITES JUDICIAIRES .....	30
<i>Concentration de la clientèle</i> .....	11		
CHARGES D'EXPLOITATION .....	11		
BAII AJUSTÉ SELON LES SECTEURS D'AFFAIRES .....	12		
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES .....	13		
BÉNÉFICE .....	14		
LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL .....	15		
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION.....	15		
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT .....	16		
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT .....	16		
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES .....	16		

## Groupe CGI inc.

### Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

#### Portée de l'analyse

Tout au long de ce document, nous utilisons les termes « CGI », « nous », « notre », « nos » ou « Société » pour désigner le Groupe CGI inc. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation devrait être lue en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société et les notes complémentaires afférentes pour les périodes de trois mois et de six mois terminées les 31 mars 2007 et 2006, ainsi qu'avec le rapport annuel 2006 de la Société. Les conventions comptables de CGI sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») au Canada, prescrits par l'Institut canadien des comptables agréés (« ICCA »), qui diffèrent à certains égards des PCGR aux États-Unis. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

#### Énoncés de nature prévisionnelle

Toutes les déclarations contenues dans la présente analyse qui ne concernent pas directement et exclusivement des faits historiques constituent des « énoncés de nature prévisionnelle » au sens de l'article 27A de la loi américaine « *Securities Act* » de 1933 et de l'article 21E de la loi américaine « *Securities Exchange Act* » de 1934, dans leurs nouveaux termes, et sont de « l'information prospective » au sens des articles 138.3 et suivants de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario. Ces déclarations et cette information expriment les intentions, projets, attentes et opinions du Groupe CGI inc., sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Compte tenu de ces facteurs, les résultats réels pourraient différer considérablement de ceux qui sont indiqués. Ces facteurs comprennent notamment, sans s'y limiter, la date d'entrée en vigueur et la valeur de nouveaux contrats, d'acquisitions et d'autres initiatives de la société; la capacité d'attirer et de retenir du personnel compétent; la concurrence au sein d'une industrie des technologies de l'information en constante évolution; la conjoncture économique et commerciale; le risque de change; ainsi que les hypothèses et autres risques énoncés dans les documents suivants : analyse par la direction incluse dans le rapport annuel de CGI et dans le formulaire 40-F déposé auprès de *U.S. Securities and Exchange Commission* (disponible sur EDGAR à [www.sec.gov](http://www.sec.gov)); notice annuelle déposée auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (disponible sur SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com)). L'emploi aux présentes des termes « penser », « estimer », « s'attendre à ce que », « avoir l'intention », « anticiper », « prévoir », « planifier », ainsi que de tout autre terme de nature semblable et de toute autre forme conjuguée de ces termes, ne sert qu'à des fins d'énoncés de nature prévisionnelle ou d'information prospective et ces termes ne sont pertinents qu'en date de leur emploi, notamment en ce qui concerne les énoncés relatifs à la performance future. CGI décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser publiquement les énoncés de nature prévisionnelle ou l'information prospective consécutivement à l'obtention de nouveaux renseignements ou à la survenue d'événements nouveaux, ou pour tout autre motif. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une crédibilité excessive à ces énoncés de nature prévisionnelle ou à cette information prospective. Vous trouverez dans la section « Risques et incertitudes » de plus amples renseignements sur les risques pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon notable des résultats actuellement prévus.

#### Mesures financières non définies par les PCGR

La Société présente ses résultats financiers selon les PCGR. Toutefois, dans la présente analyse, nous utilisons des mesures financières qui ne sont pas définies par les PCGR, soit :

1. le bénéfice avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, autres revenus – nets, gain sur la vente d'actifs et impôts sur les bénéfices (« BAII ajusté »);

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007*

2. le bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques.

La direction de CGI utilise le BAIJ ajusté pour évaluer le rendement de notre exploitation, car cet indicateur nous renseigne sur l'efficacité de nos activités, du point de vue de l'exploitation. On trouvera à la page 13 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

La direction utilise le bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques pour mesurer le rendement de notre exploitation en excluant l'effet des activités de réorganisation. On trouvera à la page 14 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

Ces mesures étant des indicateurs supplémentaires du rendement de la Société, la direction estime qu'elles fournissent une information utile aux investisseurs sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Elles procurent également aux investisseurs des indicateurs de rendement qui leur permettent de comparer les résultats des périodes sans tenir compte des éléments exclus. Ces mesures non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Elles doivent être considérées comme des données supplémentaires ne remplaçant pas les renseignements financiers préparés selon les PCGR.

## Profil de l'entreprise

CGI, dont le siège social est situé à Montréal au Canada, mise sur un modèle éminemment souple et efficient de prestation des services pour fournir à des clients du monde entier un éventail complet de services en technologies de l'information (« TI ») et en gestion des processus d'affaires (« GPA »). Le modèle de prestation des services de la Société lui permet de dispenser ses services dans les bureaux de ses clients ou à distance, par l'entremise de l'un de ses centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Nous possédons aussi des solutions d'affaires avancées qui nous aident à tisser des liens durables avec nos clients. Nous subdivisons généralement nos services en fonction des trois catégories ci-dessous.

- Services-conseils – CGI fournit une gamme complète de services de consultation en TI et en gestion, y compris dans les domaines de la transformation des affaires, de la planification stratégique des TI, de l'ingénierie des processus d'affaires et de l'architecture de systèmes.
- Intégration de systèmes – CGI intègre et adapte des technologies et des applications logicielles de pointe afin de créer des systèmes informatiques qui répondent aux besoins stratégiques de ses clients.
- Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (« impartition ») – Nos clients nous délèguent la responsabilité totale ou partielle de leurs fonctions informatiques et de leurs processus d'affaires afin de réaliser des économies substantielles et d'avoir accès aux meilleures technologies de l'information tout en conservant la maîtrise de leurs stratégies en ces domaines. Dans le cadre de ce type d'entente, nous mettons en œuvre nos processus de qualité ainsi que nos pratiques exemplaires afin de rehausser l'efficacité des entreprises clientes. En plus d'intégrer les activités des clients à notre réseau technologique, nous pouvons embaucher les informaticiens et les autres professionnels spécialisés qui étaient jusque-là à leur emploi, permettant ainsi aux entreprises clientes de se concentrer sur leur mission fondamentale. Les services fournis dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent englober un ou plusieurs des aspects suivants : le développement et l'intégration de nouveaux projets et de nouvelles applications; la maintenance et le soutien d'applications; la gestion des technologies (informatique d'entreprise et d'utilisateurs, services réseau); le traitement de

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007*

transactions et la gestion de processus d'affaires pour des institutions financières et d'autres services tels que la gestion de la paie et la gestion des documents pour des clients de secteurs variés. Les contrats d'impartition, dont la durée est généralement de cinq à dix ans, sont habituellement renouvelables.

Nous subdivisons nos activités en deux secteurs d'affaires (outre notre unité des services corporatifs) : les services en TI et les services en gestion des processus d'affaires. Les paragraphes qui suivent présentent les principales activités de ces deux secteurs.

- Le secteur des services en TI propose à des clients d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie-Pacifique un éventail complet de services, y compris l'intégration de systèmes, les services-conseils et les services d'impartition. Nos professionnels et nos centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde fournissent également des services en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires à nos clients du monde entier dans le cadre de notre modèle de prestation des services à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer.
- Le secteur des services en gestion des processus d'affaires gère des processus d'affaires pour nos clients du secteur des services financiers et fournit d'autres services tels que la gestion de la paie et des documents.

La qualité supérieure des services que nous fournissons à nos clients fait notre fierté. Voilà pourquoi nous avons établi et maintenons toujours un programme rigoureux de qualité sous l'égide de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Nous sommes persuadés que c'est en définissant des normes exigeantes de qualité du service et en contrôlant sans cesse la conformité de nos activités à ces normes que nous sommes le mieux en mesure de combler les besoins de nos clients. Notre programme ISO a une très vaste portée au sein de la Société. Pendant l'exercice 2006, 97 % de nos produits ont émané d'unités d'affaires possédant la certification ISO.

## **Contexte concurrentiel**

Notre contexte concurrentiel ne s'est pas modifié de manière notable depuis le 30 septembre 2006. Veuillez consulter notre rapport annuel 2006 pour obtenir des précisions à ce sujet.

## **Vision, mission et stratégie**

Notre vision, notre mission et notre stratégie ne se sont pas modifiées de manière notable depuis le 30 septembre 2006. Veuillez consulter notre rapport annuel 2006 pour obtenir des précisions à ce sujet.

## **Variations trimestrielles**

Certains facteurs entraînent des variations trimestrielles qui ne sont pas forcément révélatrices de nos résultats futurs. Veuillez consulter notre rapport annuel 2006 pour obtenir des précisions à ce sujet.

## **Nouveaux contrats, élargissements et renouvellements de contrats**

Voici un échantillon des nouveaux contrats, des élargissements et des renouvellements de contrats dont CGI a annoncé la signature au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2007.

- Le 26 janvier 2007 : contrat d'impartition de services en TI multi-niveaux d'une durée de 7 ans, d'une valeur de 23,6 millions \$, avec Acxsys Corporation.

## **Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation**

*Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007*

- Le 13 février 2007 : contrat de 10 ans, d'une valeur de 84 millions \$US en vertu duquel CGI sera le fournisseur de services partagés pour la réalisation d'un projet de modernisation du système de gestion financière du bureau de protection de l'environnement des États-Unis (Environmental Protection Agency ou EPA).
- Le 6 mars 2007 : contrat de 2 ans d'une valeur de 9,7 millions \$ visant à fournir des services d'intégration de systèmes à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada dans le cadre de son projet de transformation des systèmes financiers. Cette entente est assortie d'une option de renouvellement de 4 périodes supplémentaires d'un an.
- Le 29 mars 2007 : prolongation de 2 ans, soit jusqu'en 2016, de l'entente de 10 ans annoncée le 16 février 2004 avec la Banque Nationale du Canada, en vertu de laquelle CGI fournit les services de gestion de la paie aux entreprises clientes de la Banque.

### **Programme de renforcement de la position concurrentielle**

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, CGI a achevé le déploiement de son programme de renforcement de la situation concurrentielle annoncé le 29 mars 2006. La Société prévoit toujours récupérer les charges totales associées à ce programme en un an. De plus, CGI poursuit le développement de son modèle mondial de prestation des services en moussant l'utilisation de ses centres d'excellence dans les provinces de l'Atlantique, dans le sud-ouest de la Virginie et en Inde. Vous trouverez dans la note 8 des états financiers consolidés un sommaire des charges liées au programme de renforcement de la situation concurrentielle qui ont été constatées au cours du premier trimestre de l'exercice 2007.

### **Rachat d'actions**

Le 31 janvier 2007, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités et le rachat de jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A de CGI détenues dans le public au cours de l'année qui commençait. La Société a obtenu de la Bourse de Toronto l'autorisation de procéder à cette offre publique de rachat. L'offre publique de rachat permettra à CGI d'acheter jusqu'à 29 091 303 actions subalternes classe A sur le marché libre, par l'entremise de la Bourse de Toronto, afin de les annuler. L'achat d'actions subalternes classe A en vertu de l'offre publique de rachat a commencé le 5 février 2007 et doit se terminer au plus tard le 4 février 2008, ou plus tôt si la Société complète le rachat ou décide de mettre fin à l'offre publique de rachat avant son échéance.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2007, la Société a racheté 3 522 300 actions subalternes classe A à un prix moyen (cours plus commission) de 9,76 \$, pour un montant total de 34 373 197 \$. Depuis le début de l'exercice 2007, en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui a pris fin et de celle qui est maintenant en vigueur, la Société a racheté 5 418 300 actions subalternes classe A à un prix moyen (cours plus commission) de 9,12 \$, pour un montant total de 49 402 765 \$.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

## Aperçu du deuxième trimestre

### Points saillants des résultats financiers trimestriels

Trois mois terminés les	31 mars 2007	31 décembre 2006	30 septembre 2006	30 juin 2006	31 mars 2006
Carnet de commandes <sup>1</sup> (en millions de dollars)	12 254	12 555	12 722	13 303	13 686
Nouveaux contrats signés (en millions de dollars)	859	769	462	787	1 746
Produits					
Produits (en milliers de dollars)	951 342	904 060	845 820	866 504	866 836
Variation des produits par rapport au même trimestre de l'exercice antérieur, avant effet des variations des taux de change	8,3 %	1,2 %	-4,0 %	-3,4 %	-2,4 %
Rentabilité					
Marge du BAII <sup>2</sup> ajusté	10,7 %	11,0 %	10,8 %	9,0 %	7,2 %
Marge bénéficiaire nette	6,6 %	4,8 %	4,7 %	4,1 %	1,6 %
Marge bénéficiaire nette avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques <sup>3</sup>	6,6 %	6,5 %	6,3 %	5,4 %	4,0 %
Bénéfice de base et dilué par action (en dollars)	0,19	0,13	0,12	0,11	0,04
Bénéfice de base et dilué par action avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (en dollars)	0,19	0,18	0,16	0,14	0,10
Bilan					
Actifs totaux (en milliers de dollars)	3 732 497	3 849 136	3 692 032	3 868 395	3 937 470
Passifs à long terme totaux (en milliers de dollars)	1 090 254	1 271 244	1 276 462	1 378 021	1 501 297
Flux de trésorerie dégagés et structure financière					
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation (en milliers de dollars)	128 962	166 174	51 823	107 595	82 550
Délai moyen de recouvrement des créances <sup>4</sup>	43	44	52	48	50
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme <sup>5</sup>	20,2 %	22,6 %	27,2 %	25,5 %	28,2 %

1- Le carnet de commandes tient compte des nouveaux contrats, des élargissements et des renouvellements signés au cours de la période considérée, ainsi que des modifications de volumes, annulations et fluctuations des taux de change ayant eu pour effet de modifier pendant la période les contrats en vigueur au début de la période; il exclut les travaux qui figuraient sur le carnet de commandes au début de la période mais avaient été exécutés à la fin de la période. Le carnet de commandes se fonde pour une part sur des estimations de la direction qui peuvent être modifiées de temps à autre.

2- Le BAII ajusté n'est pas une mesure définie par les PCGR. Vous trouverez à la page 13 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR

3- Le bénéfice net avant frais de réorganisation n'est pas une mesure définie par les PCGR. On trouvera à la page 14 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

4- On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés et les crédits d'impôt à recevoir de la somme des débiteurs et des travaux en cours, puis en divisant le résultat de cette opération par les produits comptabilisés pendant le trimestre, divisés par 90 jours.

5- Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite des espèces et quasi-espèces, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

## Vue d'ensemble de la performance financière

### Variation des produits

	Trois mois terminés le 31 mars 2007	Trois mois terminés le 31 mars 2006	Six mois terminés le 31 mars 2007	Six mois terminés le 31 mars 2006
Produits <i>(en milliers de dollars)</i>	<b>951 342</b>	866 836	<b>1 855 402</b>	1 765 299
Variation avant effet des variations des taux de change	<b>8,3 %</b>	-2,4 %	<b>4,7 %</b>	-1,9 %
Effet des variations des taux de change	<b>1,4 %</b>	-2,9 %	<b>0,4 %</b>	-2,4 %
Variation par rapport à l'exercice antérieur	<b>9,7 %</b>	-5,3 %	<b>5,1 %</b>	-4,3 %

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2007, les produits de la Société ont augmenté de 9,7 % (84,5 millions \$) par rapport au même trimestre de l'exercice antérieur. En devises constantes, les produits se sont accrus de 8,3 % (72,6 millions \$). Cette croissance provient des nouveaux mandats remportés auprès de nos clients, nouveaux et établis. Elle s'explique aussi, dans une moindre mesure, par l'acquisition de Pangaea Systems Inc. en mars 2006 et de Plaut Consulting SAS en juin 2006. Le léger fléchissement des produits attribuables aux services en gestion des processus d'affaires a quelque peu freiné cette progression. Par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2006, l'incidence favorable de la variation des taux de change des devises étrangères s'est chiffrée à 11,9 millions \$.

Pendant la période de six mois terminée le 31 mars 2007, les produits ont augmenté de 5,1 % (90,1 millions \$) par rapport au même semestre de l'exercice 2006. La croissance résulte surtout des travaux additionnels que nos clients nouveaux et établis nous ont confiés au cours des 12 derniers mois. Elle découle aussi, dans une moindre mesure, de l'acquisition de Pangaea Systems Inc. et de Plaut Consulting SAS. Ces facteurs ont plus qu'annulé la baisse estimée de 7,2 millions \$ des produits émanant de BCE et le ralentissement de nos activités en gestion des processus d'affaires lié principalement à la vente de nos actifs de commutation électronique au premier trimestre de l'exercice 2006.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

### Produits selon les secteurs d'affaires

	Trois mois terminés le 31 mars 2007	Trois mois terminés le 31 mars 2006	Variation	Six mois terminés le 31 mars 2007	Six mois terminés le 31 mars 2006	Variation
<i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Services en TI avant effet des variations des taux de change	<b>820 991</b>	746 972	9,9	<b>1 614 559</b>	1 525 045	5,9
Effet des variations des taux de change	<b>11 293</b>	-	1,5	<b>7 167</b>	-	0,4
Services en TI	<b>832 284</b>	746 972	11,4	<b>1 621 726</b>	1 525 045	6,3
Services en gestion des processus d'affaires avant effet des variations des taux de change	<b>118 429</b>	119 864	-1,2	<b>234 245</b>	240 254	-2,5
Effet des variations des taux de change	<b>629</b>	-	0,5	<b>(569)</b>	-	-0,2
Services en gestion des processus d'affaires	<b>119 058</b>	119 864	-0,7	<b>233 676</b>	240 254	-2,7
Produits	<b>951 342</b>	866 836	9,7	<b>1 855 402</b>	1 765 299	5,1

### Services en TI

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2007, les produits attribuables au secteur des services en TI ont augmenté de 11,4 % (85,3 millions \$) par rapport au même trimestre de l'exercice antérieur. Cette croissance résulte surtout des travaux additionnels que nos clients nouveaux et établis nous ont confiés, surtout au Canada et aux États-Unis. Elle découle aussi, dans une moindre mesure, de l'acquisition de Pangaea Systems Inc. et de Plaut Consulting SAS. La variation des taux de change des devises étrangères a eu une incidence favorable de 1,5 % qui s'est traduite par une hausse des produits de 11,3 millions \$.

Pendant le semestre terminé le 31 mars 2007, les produits attribuables au secteur des services en TI ont augmenté de 6,3 % (96,7 millions \$) par rapport à la même période de l'exercice 2006. Nous devons cette progression aux travaux additionnels réalisés pour nos clients canadiens et américains, nouveaux et établis, ainsi qu'aux deux sociétés spécialisées acquises en 2006. Ces éléments ont plus que compensé la baisse de 7,2 millions \$ des produits attribuables à BCE. La variation des taux de change des devises étrangères a créé un écart favorable de 7,2 millions \$.

### Services en gestion des processus d'affaires

Les produits du secteur des services en gestion des processus d'affaires ont reculé de 0,7 % (0,8 million \$) au deuxième trimestre de l'exercice 2007, comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2006. La diminution du nombre de demandes d'indemnités traitées pour nos clients du secteur de l'assurance explique la majeure partie de ce fléchissement.

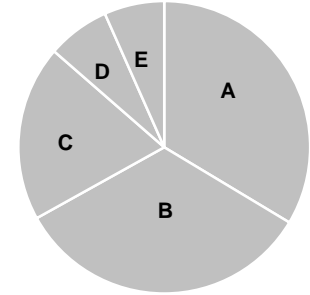
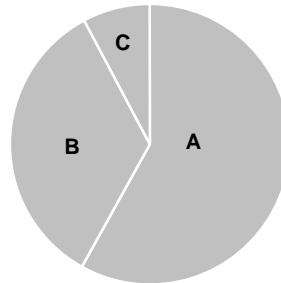
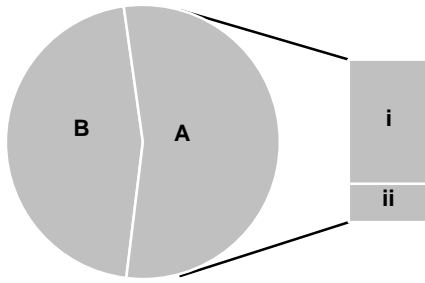
Pour le semestre écoulé depuis le début de l'exercice, la baisse des produits s'est établie à 2,7 % (6,6 millions \$) par rapport au premier semestre de l'exercice 2006. Elle est due principalement à la vente de nos actifs de commutation électronique, au ralentissement des activités d'indemnisation dans le secteur de l'assurance et à l'effet défavorable de la variation des taux de change.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

## Répartition des produits

Les graphiques suivants fournissent des renseignements additionnels sur la répartition de nos produits.



Types de contrats	Origine géographique des clients	Secteurs ciblés
A. Gestion des TI et des processus d'affaires (impartition) i) Services en TI 42 % ii) Services en gestion des processus d'affaires 12 % B. Intégration de systèmes et services-conseils 46 %	A. Canada 58 % B. États-Unis 34 % C. Europe et Asie-Pacifique 8 %	A. Gouvernements et services de santé 34 % B. Services financiers 33 % C. Télécommunications et services publics 19 % D. Distribution et détail 7 % E. Secteur manufacturier 7 %

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

## Concentration de la clientèle

Pendant le deuxième trimestre de l'exercice 2007, par rapport au même trimestre un an plus tôt, les produits attribuables à notre principal client, BCE, ont augmenté de 7,4 millions \$. Ils ont représenté 10,5 % de nos produits totaux, comparativement à 10,6 % au deuxième trimestre de l'exercice 2006.

## Charges d'exploitation

	Trois mois terminés le 31 mars 2007	Trois mois terminés le 31 mars 2006	Variation	Six mois terminés le 31 mars 2007	Six mois terminés le 31 mars 2006	Variation
<i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Coûts des services et frais de vente et d'administration	<b>805 519</b>	759 706	6,0	<b>1 569 557</b>	1 536 553	2,1
<i>En pourcentage des produits</i>	<b>84,7 %</b>	87,6 %		<b>84,6 %</b>	87,0 %	
Charges d'amortissement						
Immobilisations	<b>9 591</b>	9 485	1,1	<b>16 689</b>	17 939	-7,0
Coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	<b>5 503</b>	3 986	38,1	<b>9 407</b>	7 989	17,7
Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme	<b>28 689</b>	30 832	-7,0	<b>58 020</b>	61 245	-5,3
Charges d'amortissement totales	<b>43 783</b>	44 303	-1,2	<b>84 116</b>	87 173	-3,5

## Coûts des services et frais de vente et d'administration

Pendant le trimestre terminé le 31 mars 2007, les coûts ont augmenté de 6,0 % (45,8 millions \$) par rapport à la même période de l'exercice 2006. La hausse découle de l'intensification des activités de notre secteur des services en TI. Grâce à notre programme de renforcement de la situation concurrentielle, le ratio coûts/produits totaux s'est établi à 84,7 %, comparativement à 87,6 % au deuxième trimestre de l'exercice 2006, confirmant la tendance observée au cours des deux trimestres précédents et la pertinence du programme.

Durant le semestre terminé le 31 mars 2007, les coûts se sont accrus de 2,1 % (33,0 millions \$) par rapport aux six premiers mois de l'exercice 2006. Attribuable à la hausse du volume de travail pendant la période, cette augmentation a toutefois été freinée par les retombées du programme de renforcement de la situation concurrentielle.

## Charges d'amortissement

Les charges d'amortissement ont fléchi pendant les périodes de trois et de six mois terminées le 31 mars 2007, à cause surtout de la baisse de l'amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée liée au fait que certains logiciels internes et applications de gestion relationnelle des clients ont été entièrement amortis. L'effet de ce facteur a été amoindri par l'accélération de l'amortissement de certains coûts liés à des contrats en marge d'une réorganisation chez un client.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

### BAIL ajusté selon les secteurs d'affaires

	Trois mois terminés le 31 mars 2007	Trois mois terminés le 31 mars 2006	Variation	Six mois terminés le 31 mars 2007	Six mois terminés le 31 mars 2006	Variation
<i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Services en TI	<b>106 238</b>	68 902	54,2	<b>206 889</b>	155 360	33,2
<i>En pourcentage des produits attribuables aux services en TI</i>	<b>12,8 %</b>	9,2 %		<b>12,8 %</b>	10,2 %	
Services en gestion des processus d'affaires	<b>14 781</b>	12 365	19,5	<b>28 173</b>	25 528	10,4
<i>En pourcentage des produits attribuables aux services en gestion des processus d'affaires</i>	<b>12,4 %</b>	10,3 %		<b>12,1 %</b>	10,6 %	
Siège social	<b>(18 979)</b>	(18 440)	-2,9	<b>(33 333)</b>	(39 315)	-15,2
<i>En pourcentage des produits totaux</i>	<b>-2,0 %</b>	-2,1 %		<b>-1,8 %</b>	-2,2 %	
<b>BAIL ajusté</b>	<b>102 040</b>	62 827	62,4	<b>201 729</b>	141 573	42,5
<i>Marge du BAIL ajusté</i>	<b>10,7 %</b>	7,2 %		<b>10,9 %</b>	8,0 %	

Le BAIL ajusté du secteur des services en TI a augmenté de 54,2 % (37,3 millions \$) au deuxième trimestre de l'exercice 2007, en conséquence de la hausse des travaux réalisés pour des clients nouveaux ou établis et des effets favorables de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle sur la rentabilité. La marge du BAIL ajusté s'est établie à 12,8 % des produits, en hausse par rapport à 9,2 % au deuxième trimestre de l'exercice antérieur.

Le BAIL ajusté du secteur des services en gestion des processus d'affaires a augmenté de 19,5 % (2,4 millions \$) pendant le trimestre, représentant 12,4 % des produits. Ce progrès traduit l'efficacité accrue de la structure de coûts résultant de la rationalisation de certaines activités.

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2007, les deux secteurs ont rehaussé leur BAIL ajusté comparativement au premier semestre de l'exercice 2006. Dans le secteur des services en TI, la hausse de 51,5 millions \$ est attribuable à l'augmentation des travaux et aux retombées du programme de renforcement de la situation concurrentielle. Le BAIL ajusté du secteur des services en gestion des processus d'affaires a pour sa part augmenté de 2,6 millions \$.

Notre programme de renforcement de la situation concurrentielle explique aussi la majeure partie de la diminution des charges du siège social durant le semestre terminé le 31 mars 2007.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

### Bénéfice avant impôts sur les bénéfices

Le tableau ci-dessous fournit, pour les périodes indiquées, un rapprochement entre notre BAII ajusté et le bénéfice avant impôts sur les bénéfices, qui est présenté conformément aux PCGR au Canada.

	Trois mois terminés le 31 mars 2007	Trois mois terminés le 31 mars 2006	Variation	Six mois terminés le 31 mars 2007	Six mois terminés le 31 mars 2006	Variation
<i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
BAII ajusté	102 040	62 827	62,4	201 729	141 573	42,5
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	-	(31 315)	-	(23 010)	(31 315)	-26,5
Intérêts sur la dette à long terme	(11 626)	(12 117)	-4,1	(24 113)	(16 706)	44,3
Autres revenus, nets	1 970	1 696	16,2	3 899	3 611	8,0
Gain (perte) sur la vente d'actifs	-	(558)	-	-	10 475	-
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	92 384	20 533	349,9	158 505	107 638	47,3

### Intérêts sur la dette à long terme

L'augmentation des intérêts débiteurs au premier semestre, par rapport à la même période de l'exercice 2006, résulte de la tranche supplémentaire d'emprunt que la Société a tirée de ses facilités de crédit pour financer le rachat de 100 millions d'actions avec droit de vote subalternes classe A de CGI alors détenues par BCE. Le 31 mars 2007, la dette à long terme totalisait 594,0 millions \$ comparativement à 962.2 millions \$ à la fin du deuxième trimestre de l'exercice précédent.

### Gain sur la vente d'actifs

Pendant le premier trimestre de l'exercice 2006, nous avons constaté un gain de 10,5 millions \$ sur la vente de nos actifs de commutation électronique.

### Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices se sont établies à 29,7 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2007, comparativement à 6,4 millions \$ au même trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation de 23,3 millions \$ est directement liée à la hausse de 71,9 millions \$ du bénéfice avant impôts sur les bénéfices, pendant la période. Le taux d'imposition a été de 32,1 % par rapport à 31,1 % un an plus tôt. Cette hausse témoigne du fait que les bénéfices attribuables aux investissements dans nos filiales ont une incidence plus faible sur le taux d'imposition.

Pour le semestre terminé le 31 mars 2007, les impôts sur les bénéfices se sont chiffrés à 52,1 millions \$. Cette augmentation de 15,5 millions \$, par rapport au premier semestre de l'exercice 2006, résulte surtout de l'amélioration de la rentabilité qui a fait suite au programme

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

de réorganisation en 2006.

### Bénéfice

Le tableau ci-dessous comprend un rapprochement entre le bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques et le bénéfice net présenté conformément aux PCGR au Canada.

	Trois mois terminés le 31 mars 2007	Trois mois terminés le 31 mars 2006	Variation	Six mois terminés le 31 mars 2007	Six mois terminés le 31 mars 2006	Variation
<i>(en milliers de dollars à moins d'indication contraire)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	<b>62 711</b>	34 704	80,7	<b>121 072</b>	91 612	32,2
<i>Marge</i>	<i>6,6 %</i>	<i>4,0 %</i>		<i>6,5 %</i>	<i>5,2 %</i>	
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	-	(31 315)	-100,0	<b>(23 010)</b>	(31 315)	-26,5
Incidence fiscale des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	-	10 760	-100,0	<b>8 330</b>	10 760	
Bénéfice net	<b>62 711</b>	14 149	343,2	<b>106 392</b>	71 057	49,7
<i>Marge</i>	<i>6,6 %</i>	<i>1,6 %</i>		<i>5,7 %</i>	<i>4,0 %</i>	
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation <i>(de base)</i>	<b>329 056 989</b>	344 825 024	-4,6	<b>329 761 789</b>	388 126 856	-15,0
Bénéfice de base et dilué par action avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques <i>(en dollars)</i>	<b>0,19</b>	0,10		<b>0,37</b>	0,24	
Bénéfice de base et dilué par action <i>(en dollars)</i>	<b>0,19</b>	0,04		<b>0,32</b>	0,18	

Au deuxième trimestre de l'exercice 2007, le bénéfice net a augmenté de 343,2 % (48,6 millions \$). Cette performance est le résultat du programme de restructuration entrepris pendant le deuxième trimestre de l'exercice 2006, dont le déploiement est maintenant achevé, ainsi que de la croissance continue de nos services en TI.

La hausse de 49,7 % (35,3 millions \$) du bénéfice net constaté pour la première moitié de l'exercice 2007, comparativement aux six premiers mois de l'exercice 2006, est aussi attribuable au programme de restructuration dont la mise en œuvre est maintenant terminée, ainsi qu'au développement ininterrompu de nos services en TI.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

En raison du rachat d'actions sur le marché libre, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base de CGI avait diminué de 4,6 % à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2007, comparativement à la fin du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre total d'actions en circulation s'élevait à 328 389 254 à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2007, y compris 82 400 actions qui ont été rachetées à la fin du trimestre mais n'étaient encore ni payées, ni annulées au 31 mars 2007 et 3 600 actions qui ont été rachetées, qui étaient payées mais qui n'ont pas été annulées avant la fin du trimestre.

### Liquidités et ressources en capital

CGI finance sa croissance en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, l'émission de dette, l'utilisation de ses facilités de crédit et l'émission d'actions. L'un de nos principaux objectifs financiers est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant activement nos actifs, nos passifs et nos flux de trésorerie.

Au 31 mars 2007, les espèces et quasi-espèces se chiffraient à 93,8 millions \$. Le tableau qui suit présente les points saillants des périodes de trois mois et de six mois terminées les 31 mars 2007 et 2006.

	<b>Trois mois terminés le 31 mars 2007</b>	Trois mois terminés le 31 mars 2006	Variation	<b>Six mois terminés le 31 mars 2007</b>	Six mois terminés le 31 mars 2006	Variation
<i>(en milliers de dollars)</i>						
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	<b>128 962</b>	82 550	46 412	<b>295 136</b>	146 178	148 958
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	<b>(34 164)</b>	(17 525)	(16 639)	<b>(62 538)</b>	(49 816)	(12 722)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	<b>(147 067)</b>	(130 015)	(17 052)	<b>(261 748)</b>	(138 541)	(123 207)
Effet des variations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	<b>(468)</b>	32	(500)	<b>7 245</b>	(290)	7 535
Diminution nette des espèces et quasi-espèces	<b>(52 737)</b>	(64 958)	12 221	<b>(21 905)</b>	(42 469)	20 564

### Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 129,0 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2007 alors qu'ils s'établissaient à 82,6 millions \$ au même trimestre un an plus tôt. La hausse de 46,4 millions \$, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2006, résulte de l'amélioration de la rentabilité et du moment auquel les retenues à la source ont été payées. L'effet de ces facteurs a toutefois été tempéré surtout par l'acquisition d'un contrat d'entretien lié à une importante entente d'utilisation de logiciel et par le moment auquel d'autres paiements importants ont été faits.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007*

La variation de 149,0 millions \$ constatée, entre le premier semestre de l'exercice 2007 et le premier semestre de l'exercice 2006, découle de l'augmentation du bénéfice net, de l'accélération du recouvrement des débiteurs, et du moment des paiements associés aux retenues à la source et au programme d'intéressement des membres.

## **Activités d'investissement**

Pendant le deuxième trimestre de l'exercice 2007, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 34,2 millions \$, soit une hausse de 16,6 millions \$ par rapport à la somme de 17,5 millions \$ investie au cours du trimestre correspondant de l'exercice antérieur. Depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 62,5 millions \$, soit une hausse de 12,7 millions \$ par rapport aux six premiers mois de l'exercice 2006. Les investissements ont surtout servi au développement et à l'achat de droits d'utilisation de logiciels, aux coûts liés à des contrats, à l'acquisition de matériel informatique et aux améliorations locatives. L'écart, par rapport aux périodes de trois et six mois correspondantes un an plus tôt, s'explique surtout par la réception, l'an dernier, du produit de la vente de nos actifs de commutation électronique, dont l'impact a cependant été atténué par des sorties de fonds liées à une acquisition réalisée pendant le deuxième trimestre de l'exercice 2006 et à l'achat d'une importante entente d'utilisation de logiciel.

## **Activités de financement**

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont élevés à 147,1 millions \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2007. Pendant cette période, nous avons remboursé une tranche nette de 134,1 millions \$ de notre dette, nous avons consacré 34,2 millions \$ à la poursuite de notre programme de rachat d'actions et nous avons tiré 21,2 millions \$ de la levée d'options sur actions. Au deuxième trimestre de l'exercice 2006, les activités de financement avaient absorbé 130,0 millions \$; pendant cette période, nous avons combiné un montant de 127,4 millions \$ en espèces et une tranche de 738,6 millions \$ de nos facilités de crédit afin de racheter des actions subalternes classe A de CGI alors détenues par BCE en contrepartie d'un montant total de 866,0 millions \$, y compris les coûts connexes. De plus, durant le deuxième trimestre de l'an dernier, nous avons remboursé une tranche nette de 33,7 millions \$ de notre dette et la levée de bons de souscription et d'options sur actions a dégagé des produits de 31,1 millions \$.

## **Obligations contractuelles**

Nous assumons des obligations contractuelles assorties de dates d'échéance variées. Ces obligations sont principalement liées à la location de bureaux, au matériel informatique utilisé pour exécuter les contrats d'impartition et aux ententes de service à long terme. À l'exception de légères fluctuations qui s'inscrivent dans le cours normal des activités de la Société, la valeur de ces obligations contractuelles n'a pas varié de manière importante depuis la fin de l'exercice terminé le 30 septembre 2006, dont les résultats sont présentés dans notre rapport annuel 2006.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

### Liquidités et ressources en capital

	Engagement total	Disponibles au 31 mars 2007	Prélevées au 31 mars 2007
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$
Espèces et quasi-espèces	-	93 824	-
Facilités de crédit renouvelables non garanties <sup>1</sup>	<b>1 000 000</b>	617 710	382 290 <sup>2</sup>
Marges de crédit et autres facilités <sup>1</sup>	<b>29 539</b>	29 539	-
<b>Total</b>	<b>1 029 539</b>	741 073	382 290 <sup>2</sup>

1: À l'exclusion de toute facilité de crédit qui pourrait être détenue par des entités dont CGI n'est pas l'actionnaire majoritaire.

2: Se compose de la tranche utilisée des facilités de crédit (365,0 millions \$) et de lettres de crédit (17,3 millions \$).

Notre situation de trésorerie et nos marges de crédit bancaires suffisent au financement de notre stratégie de développement. Au 31 mars 2007, les espèces et quasi-espèces se chiffraient à 93,8 millions \$ et les facilités de crédit disponibles totalisaient 647,3 millions \$. Les quasi-espèces comprennent généralement des effets de commerce, des fonds du marché monétaire et des dépôts à terme, ainsi que des acceptations bancaires et des billets de dépôt au porteur émis par les grandes banques canadiennes, tous assortis d'une échéance initiale inférieure à trois mois.

La dette à long terme totale a diminué de 134,5 millions \$ au cours du trimestre pour s'établir à 594,0 millions \$ au 31 mars 2007, comparativement à 728,6 millions \$ au 31 décembre 2006. La variation est surtout attribuable au remboursement net d'une tranche de 132,3 millions \$ de nos facilités de crédit et aux fluctuations des taux de change des devises étrangères par rapport au dollar canadien.

Les ententes de crédit à long terme sont assorties de clauses restrictives nous obligeant à maintenir certains ratios financiers. Au 31 mars 2007, CGI respectait les ratios financiers prescrits en vertu de ses ententes de crédit à long terme.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

## Indicateurs de la situation de trésorerie et des ressources en capital

	Au 31 mars 2007	Au 31 mars 2006
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme	20,2 %	28,2 %
Délai moyen de recouvrement des créances ( <i>en jours</i> )	43	50
Rendement du capital investi <sup>1</sup>	8,7 %	7,5 %

1– Le taux de rendement du capital investi représente le BAII ajusté après impôts et frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques des quatre derniers trimestres divisé par la moyenne du capital investi (la somme de l'avoir des actionnaires et de la dette moins les espèces et quasi-espèces) au cours des quatre derniers trimestres.

S'établissant à 20,2 % au 31 mars 2007, le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme a diminué comparativement à la même date un an plus tôt, en raison surtout de la diminution de la dette pendant le premier semestre de l'exercice 2007.

Le délai moyen de recouvrement des créances se situait à 43 jours au 31 mars 2007, soit 7 jours de moins qu'au 31 mars 2006, en conséquence surtout des moments auxquels de grands clients ont effectué leurs paiements.

Le taux de rendement du capital investi s'est établi à 8,7 % pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2007, soit une amélioration par rapport à 7,5 % pour la période correspondante un an plus tôt. Cette progression est due surtout aux effets de notre programme de réorganisation, qui a diminué notre structure de coûts et accru notre bénéfice avant intérêts et impôts sur les bénéfices.

## Instruments de financement hors bilan et garanties

Nous n'utilisons pas d'instruments de financement hors bilan, sauf dans le cas des contrats de location-exploitation visant les bureaux, le matériel informatique et les véhicules. Conformément aux PCGR, ni les passifs liés à ces contrats ni les actifs sous-jacents ne sont constatés au bilan car les modalités des baux ne correspondent pas aux critères qui justifieraient leur capitalisation. Nous concluons également des ententes en vertu desquelles nous fournissons à des tiers des engagements liés à notre performance opérationnelle ou financière dans le cadre de la vente d'actifs, de garanties accordées lors de cessions d'entreprises et de contrats conclus avec le gouvernement américain.

Dans le cours normal de nos activités, il peut arriver que nous fournissions à certains clients, principalement des entités gouvernementales, des cautionnements de soumissions et d'exécution. En règle générale, nous ne serions responsables du montant des cautionnements de soumissions que si nous refusons de réaliser les projets après que nos soumissions aient été acceptées. Nous serions également responsables du montant des cautionnements d'exécution en cas de défaut dans l'exécution de nos engagements. Au 31 mars 2007, nous avons émis des cautionnements totalisant 87,7 millions \$. Nous croyons que nous nous conformons aux obligations d'exécution qui nous incombent en vertu de tous les contrats de services assortis de cautionnements de soumissions et d'exécution auxquels nous sommes parties; nous estimons également que les charges totales que nous serions susceptibles d'assumer en raison de ces cautionnements, le cas échéant, n'auraient pas d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation consolidés ni sur notre situation financière.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

## Capacité de livrer les résultats

Nous estimons que nous possédons les ressources en capital et les liquidités nécessaires pour tenir nos engagements et respecter nos obligations présentes tout en soutenant notre exploitation et en finançant nos stratégies de croissance. Nous croyons également que nous disposons des ressources non financières nécessaires pour atteindre nos objectifs de croissance continue. Ces ressources comprennent une équipe de direction solide dont le taux de roulement historique est très faible, des cadres évolués de gestion assurant l'observation continue de normes élevées de service à la clientèle et la formation continue des gestionnaires, ainsi que des processus de qualité qui nous aident à intégrer et à conserver les nouveaux membres que nous accueillons dans le cadre de grands contrats d'impartition ou d'acquisitions.

## Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, CGI est partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce une influence notable sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %. Le tableau qui suit présente la part revenant à CGI des activités d'Innovaposte et des soldes qui en découlent, constatés aux prix du marché.

<b>Innovaposte</b>	<b>Trois mois terminés le 31 mars 2007</b>	Trois mois terminés le 31 mars 2006	<b>Six mois terminés le 31 mars 2007</b>	Six mois terminés le 31 mars 2006
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	\$
Produits	<b>33 034</b>	26 678	59 953	52 327
Débiteurs	<b>6 465</b>	5 864	6 465	5 864
Travaux en cours	<b>2 345</b>	1 979	2 345	1 979
Coûts liés à des contrats	<b>14 992</b>	17 490	14 992	17 490
Produits reportés	<b>1 347</b>	2 603	1 347	2 603

## Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers intermédiaires consolidés pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 31 mars 2007 sont non vérifiés et comprennent tous les ajustements que la direction de CGI juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière de la Société, des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie.

La présentation de ces états financiers intermédiaires n'est pas entièrement conforme à tous les égards aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») qui s'appliquent aux états financiers annuels consolidés. Ainsi, les états financiers intermédiaires consolidés doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 septembre 2006. Ces états financiers intermédiaires consolidés ont été préparés selon les mêmes conventions comptables que celles utilisées pour les états financiers annuels consolidés de l'exercice terminé le 30 septembre 2006, à l'exception des conventions décrites à la page 23 de ce document sous l'en-tête Modifications comptables.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

### Estimations comptables importantes

La note 2 accompagnant les états financiers consolidés vérifiés au 30 septembre 2006 décrit les estimations comptables importantes que la Société utilise. La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR au Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif inscrits, sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants inscrits au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que le procédé de présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer des résultats présentés.

Éléments sur lesquels les estimations ont une incidence	Bilans consolidés	États consolidés des résultats				
		Produits	Coûts des services et frais de vente et d'administration	Amortissement/Radiation	Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	Impôts sur les bénéfices
Provision pour créances douteuses	X		X			
Écart d'acquisition	X			X		
Impôts sur les bénéfices	X					X
Créditeurs et charges à payer	X		X			
Passifs liés aux intégrations	X		X			
Constatation des produits	X <sup>1</sup>	X				
Coûts liés à des contrats	X	X		X		
Crédits d'impôt à l'investissement	X		X			
Dépréciation d'actifs à long terme	X			X		
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	X				X	

1 – Débiteurs, travaux en cours et produits reportés

### Provision pour créances douteuses

La Société établit une provision pour créances douteuses quand elle estime que le recouvrement de sommes dues par des clients est improbable. La Société réexamine périodiquement sa provision pour créances douteuses à la lumière d'une analyse des comptes en souffrance individuels, de la ventilation chronologique des comptes clients, de son expérience historique des recouvrements et d'une évaluation de la solvabilité des clients. La faillite d'un client ou la présence de problèmes de trésorerie chez un client, l'existence d'un litige avec un client et l'appartenance d'un client à un secteur économique en difficulté font partie des indices signalant qu'un recouvrement est improbable.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

## *Écart d'acquisition*

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, au niveau de l'unité d'exploitation concernée, au moins une fois l'an et en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de récupérer leur valeur comptable. Les tests de dépréciation nécessitent une comparaison entre la juste valeur et la valeur comptable de l'unité d'exploitation. L'estimation de la juste valeur d'une unité d'exploitation se fonde sur l'analyse des flux de trésorerie actualisés au moyen d'hypothèses importantes approuvées par la direction telles que les flux de trésorerie futurs, les prévisions relatives à la croissance, les valeurs finales et les taux d'actualisation. Des modifications importantes des estimations ou des hypothèses servant aux tests de dépréciation de l'écart d'acquisition n'auraient pas d'incidence sur les états consolidés des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

## *Impôts sur les bénéfiques*

La Société établit les actifs et les passifs d'impôts futurs à court terme et à long terme conformément aux législations fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui s'appliqueront vraisemblablement au moment où il est prévu que l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les lois et règles fiscales qui s'appliquent sont soumises à l'interprétation de la Société, qui évalue périodiquement la valeur finale de réalisation des impôts futurs résultant d'écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs ainsi que des pertes fiscales reportées. Pour déterminer s'il est plus probable qu'improbable qu'un actif d'impôts futurs se réalise, la Société doit estimer ses revenus imposables futurs. Les montants ultimes des impôts futurs et de la charge d'impôts pourraient différer substantiellement des montants portés au bilan, car ils dépendent des résultats d'exploitation futurs de la Société ainsi que de ses interprétations des lois fiscales.

## *Créditeurs et charges à payer*

La Société a comptabilisé des charges à payer pour tenir compte des coûts de restructuration et d'intégration des entreprises qu'elle a acquises et d'autres passifs dont l'estimation repose pour une grande part sur le jugement. Quand la Société établit une provision en marge d'une poursuite entamée ou éventuelle, d'obligations liées à une garantie ou d'autres passifs possibles, elle se fonde sur la possibilité d'un gain ou d'une perte dont elle demeurera incertaine jusqu'à ce qu'un ou plusieurs événements se réalisent ou ne se réalisent pas. La résolution de cette incertitude peut confirmer la diminution ou la constatation d'un passif. La Société calcule les charges à payer sur la base des précédents historiques, des tendances courantes et d'autres hypothèses qui lui semblent raisonnables dans les circonstances.

## *Passifs liés aux intégrations*

Les passifs liés aux intégrations se composent surtout de provisions liées à des baux visant des locaux que des entreprises acquises occupaient et que la Société a l'intention de quitter. La direction de la Société estime les coûts liés à la résiliation des baux à la date de l'acquisition de l'entreprise et rectifie la provision initiale dès qu'elle obtient tous les renseignements pertinents. Les taux d'actualisation et la possibilité de sous-louer les locaux à des tiers font partie des principales hypothèses utilisées pour déterminer cette provision. Pour calculer la valeur actualisée des paiements prévus, la Société a utilisé l'hypothèse que le taux d'actualisation correspondrait au taux d'intérêt applicable à ses billets non garantis. La possibilité de sous-louer les bureaux inoccupés a été évaluée sur la base de l'expérience de la direction de la Société et des connaissances de ses conseillers relativement aux régions considérées et aux caractéristiques des locaux.

De plus, diverses réclamations et poursuites ont été entamées contre la Société dans le cours normal de ses activités ou héritées d'entreprises acquises. Certaines de ces procédures pourraient occasionner des coûts importants. La Société détermine s'il est pertinent de comptabiliser une perte ou de faire état de la réclamation ou de la poursuite dans ses états financiers en tenant compte, entre autres, de la

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007*

période pendant laquelle les événements sous-jacents à la procédure se sont produits, du degré de probabilité d'une issue défavorable et de la possibilité d'estimer la perte avec une justesse raisonnable.

## *Constatation des produits*

Dans le cas des ententes structurées selon la méthode du degré d'avancement des travaux, la constatation des produits et des coûts exige qu'on exerce des jugements et qu'on établisse des estimations. Cette méthode se fonde sur des estimations des coûts et des bénéfices tout au long de l'exécution des ententes, y compris l'estimation des ressources et des coûts nécessaires pour achever les travaux. En outre, si l'on détermine que les coûts totaux liés à un contrat seront plus élevés que les produits totaux émanant de ce contrat, on comptabilise une provision équivalant à la perte, et ce, dès la période où la probabilité d'une perte devient manifeste. Dans le cas de contrats visant la prestation de services de plusieurs catégories différentes, la Société évalue également si la ventilation des produits entre les diverses catégories correspond à la juste valeur relative de chacune des catégories, telle que déterminée au moyen d'estimations internes ou de preuves objectives provenant de fournisseurs particuliers. Elle constate ensuite les produits attribuables à chaque catégorie, comme s'il s'agissait de plusieurs contrats distincts visant chacun une seule catégorie de services. La direction passe régulièrement en revue la rentabilité des ententes et les estimations sous-jacentes.

## *Coûts liés à des contrats*

Certains coûts engagés lors du démarrage d'un contrat d'impartition sont reportés et amortis sur la durée du contrat. Ces coûts comprennent principalement des incitatifs et des coûts de transition. Dans ce contexte, la Société établit entre autres des estimations et des hypothèses visant à calculer les flux de trésorerie prévus afin d'évaluer si elle pourrait vraisemblablement recouvrer ces coûts liés à des contrats en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de récupérer leur valeur comptable. Pour évaluer les possibilités de recouvrement, la Société calcule la valeur non actualisée des flux de trésorerie estimés du contrat sur sa durée restante et compare le résultat de cette opération à la valeur comptable du contrat. Le fait de modifier des estimations ou des hypothèses touchant un ou plusieurs contrats n'aurait pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

## *Crédits d'impôt à l'investissement*

La Société considère les crédits d'impôt remboursables sur les salaires ainsi que les crédits d'impôt sur les frais de recherche et de développement qu'elle reçoit comme des crédits d'impôt à l'investissement, car ils en respectent les critères. La Société est soumise à des vérifications annuelles visant à déterminer si elle exerce des activités admissibles à des crédits d'impôt en vertu de divers programmes gouvernementaux et à quels montants elle a droit. La Société évalue périodiquement les charges admissibles aux crédits d'impôt ainsi que la conformité de ses activités aux critères des programmes gouvernementaux.

## *Dépréciation d'actifs à long terme*

La Société évalue la possibilité de recouvrer les actifs à long terme, tels que les actifs incorporels à durée de vie limitée et les immobilisations, si des événements ou des circonstances nouvelles risquent de l'empêcher de récupérer leur valeur comptable. Dans le cas des actifs incorporels à durée de vie limitée tels que les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations avec les clients, les estimations et hypothèses incluent le calcul de la durée appropriée de la période d'amortissement des coûts capitalisés, sur la base de la vie utile estimée de ces actifs, l'estimation des flux de trésorerie futurs attribuables à ces actifs, et l'évaluation de ces éléments par rapport aux soldes non amortis. Dans le cas des logiciels internes faisant partie des actifs incorporels à durée de vie limitée et dans le cas des

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

immobilisations, on détermine la durée appropriée de la période d'amortissement en estimant pendant quel laps de temps la Société pourra utiliser ces actifs de façon continue. Pour évaluer la possibilité de recouvrer les coûts capitalisés des logiciels, la Société doit estimer les produits futurs, les coûts ainsi que les flux de trésorerie futurs, positifs et négatifs. Si les estimations ou les hypothèses utilisées dans le cadre des tests de dépréciation des actifs à long terme étaient modifiées, cela n'aurait pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

## *Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques*

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2006, la Société a annoncé un programme visant à réduire son effectif et à fermer et regrouper certains de ses bureaux. Ce programme, qui a pour but de réduire les coûts et d'accroître la rentabilité de la Société, a été mis sur pied en conséquence du fait que le volume de travail provenant de BCE est moins important que prévu. Les charges comptabilisées à cet égard pendant l'exercice comprenaient des indemnités de départ ainsi que les coûts liés au regroupement et à la fermeture de certains bureaux. La constatation de ces charges a exigé que la direction porte des jugements et fasse des estimations touchant la nature et les montants des coûts, ainsi que le moment auquel ils seraient engagés. Dans le cas des locaux qui ont été abandonnés ou sous-loués, les coûts estimés des baux représentent la différence entre les loyers futurs à payer et les produits de sous-location estimés. Nous évaluerons les charges liées aux bureaux fermés et aux indemnités de départ à la date de clôture de chaque période comptable afin de nous assurer que les montants comptabilisés demeurent appropriés.

## **Modifications comptables**

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son Manuel qui s'appliquent aux périodes intermédiaires débutant le 1<sup>er</sup> octobre 2006 ou après cette date :

- a) Le chapitre 3855, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Tous les actifs financiers, sauf ceux classés comme détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, et tous les instruments financiers dérivés doivent être mesurés à leur juste valeur. Tous les passifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction doivent être mesurés à leur juste valeur. Sinon, ils sont mesurés au coût. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.
- b) Le chapitre 1530, *Résultat étendu*, et le chapitre 3251, *Capitaux propres*. Le résultat étendu représente la variation, au cours d'une période, de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations et d'autres événements et circonstances sans rapport avec les actionnaires de l'entreprise. Il comprend des éléments qui seraient normalement exclus du bénéfice net, notamment les variations de l'écart de conversion liées à des établissements étrangers autonomes et les gains ou pertes non réalisés sur des placements disponibles pour la vente. Ce chapitre établit comment présenter et divulguer le résultat étendu et ses composantes. Le chapitre 3251, *Capitaux propres*, remplace le chapitre 3250, *Surplus*, et décrit les normes concernant la présentation des capitaux propres et des variations des capitaux propres qui découlent des nouvelles exigences du chapitre 1530, *Résultat étendu*. À la suite de l'adoption de ces normes, les états financiers consolidés incluent maintenant un résultat étendu. Les états comparatifs sont retraités pour tenir compte des conséquences de l'application de ce chapitre sur les variations des soldes de l'écart de conversion liées à des établissements étrangers autonomes.

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007

- c) Le chapitre 3865, *Couvertures*, précise dans quelles circonstances il convient d'appliquer la comptabilité de couverture. L'objectif de la comptabilité de couverture est d'assurer que tous les gains, pertes, produits et charges liés à un dérivé et à l'élément qu'il couvre sont comptabilisés à l'état des résultats au cours de la même période. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

### Modifications comptables futures

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son Manuel qui s'appliqueront aux périodes intermédiaires débutant le 1<sup>er</sup> octobre 2007 ou après cette date :

- a) Le chapitre 3862, *Instruments financiers – Informations à fournir*, établit les renseignements à divulguer pour décrire l'importance des instruments financiers par rapport à la situation financière et à la performance financière de l'entité, la nature et la portée des risques associés aux instruments financiers utilisés et les méthodes de gestion de ces risques dont l'entité se sert. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.
- b) Le chapitre 3863, *Instruments financiers – Présentation*, établit les normes de présentation des instruments financiers et des dérivés non financiers. Il reprend telles quelles les exigences en matière de présentation du chapitre 3861, *Instruments financiers – Informations à fournir et présentation*. La Société ne croit pas que l'adoption de ce chapitre aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.
- c) Le chapitre 1535, *Informations à fournir concernant le capital*, établit les normes relatives à la présentation d'informations sur le capital d'une entité et sur les méthodes utilisées pour le gérer. Il exige que l'entité fournisse des informations sur ses objectifs, politiques et procédures de gestion du capital, qu'elle indique si elle s'est conformée aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise et, dans le cas contraire, les conséquences découlant de cette non-conformité. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

### Instruments financiers

La Société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. Elle ne détient ni n'émet d'instruments financiers aux fins de négociation. La Société a recours à des instruments financiers afin de couvrir l'investissement net dans ses filiales étrangères. Le gain ou la perte de change provenant de l'investissement net est comptabilisé à titre d'écart de conversion. Le gain ou la perte de change réalisé et non réalisé sur les instruments financiers qui couvrent l'investissement net est également comptabilisé à titre d'écart de conversion.

### Risques et incertitudes

Nous sommes confiants quant aux perspectives d'avenir à long terme de la Société. Néanmoins, il faut tenir compte des risques et incertitudes décrits ci-dessous, qui influeraient sur notre capacité de réaliser notre vision stratégique et nos objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération afin d'évaluer les perspectives d'avenir de la Société à titre de placement.

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007*

## **Risques liés à notre secteur d'activité**

Concurrence pour l'obtention des contrats – Nous gérons toutes les dimensions de nos affaires de façon disciplinée. Nos méthodes sont presque toutes codifiées dans le cadre de la certification ISO 9001. Nos processus de gestion ont été mis au point pour nous permettre de respecter nos normes élevées en nous assurant que nos employés livrent de façon constante des biens et des services conformes aux spécifications. Ils se fondent sur les valeurs solides qui sous-tendent notre culture d'entreprise axée sur les clients. Ils contribuent au taux élevé de succès de CGI en matière d'obtention et de renouvellement des contrats. En outre, nous comprenons à fond les enjeux stratégiques propres aux cinq secteurs que nous ciblons, ce qui améliore notre position concurrentielle. CGI est un chef de file du secteur des services en TI et en gestion des processus d'affaires au Canada, et nous continuons à renforcer notre position sur le marché américain en conjuguant la croissance interne et les acquisitions. Depuis trois ans, nos revenus provenant des États-Unis et des marchés internationaux ont augmenté notablement; nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. Cependant, la concurrence demeurant très vive sur le marché des services en TI et de l'impartition des processus d'affaires, nul ne peut garantir que nous continuerons à remporter de nouveaux contrats.

La durée du cycle de vente des grands contrats d'impartition – Les contrats d'impartition devenant de plus en plus considérables et complexes, la Société constate un allongement des cycles de vente. Alors que le cycle moyen durait auparavant de 6 à 18 mois, il dure à présent de 12 à 24 mois. L'allongement du cycle de vente pourrait nous empêcher d'atteindre nos cibles de croissance.

Disponibilité et conservation des professionnels qualifiés – Le personnel qualifié fait l'objet d'une forte demande au sein du secteur des TI. Au fil des ans, nous avons réussi à attirer et à retenir un personnel hautement compétent grâce à notre culture d'entreprise, à nos valeurs solides, à l'importance que nous accordons au développement professionnel ainsi qu'à notre programme de rémunération axé sur le rendement. De surcroît, nous avons mis en œuvre un programme complet visant le recrutement et la conservation de professionnels qualifiés et dévoués. Nous croyons que CGI est un employeur de premier choix du secteur des services en TI. Nous recrutons également des professionnels qualifiés par l'entremise des contrats d'impartition que nous remportons et des acquisitions d'entreprises.

Capacité de l'entreprise de développer et d'élargir sa gamme de services pour suivre l'évolution de la demande et les tendances technologiques – Nous nous efforçons de demeurer à l'avant-garde du secteur des TI et de nous mouler ainsi à l'évolution des besoins de nos clients. Nous y parvenons en tablant sur divers moyens : une spécialisation dans cinq secteurs économiques cibles; des alliances commerciales non exclusives avec d'importants fournisseurs de logiciels et d'équipements, ainsi que des alliances stratégiques avec des partenaires majeurs; le développement de solutions en TI exclusives; la formation permanente de notre personnel et des transferts continus de compétences entre bureaux et professionnels de la Société; et les acquisitions d'entreprises qui nous procurent un savoir-faire supplémentaire ou une portée géographique accrue.

Risque d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui – Nous ne pouvons pas avoir la certitude que nos services et nos offres ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui et il peut arriver que des poursuites alléguant une violation de ces droits soient intentées contre nous. Ces poursuites pourraient s'avérer coûteuses, nuire à notre réputation et nous empêcher de fournir certains services ou offres. Nous établissons avec nos clients des contrats de licence leur accordant le droit d'utiliser la propriété intellectuelle; ces contrats comprennent un engagement à indemniser le titulaire de la licence contre la responsabilité et les dommages résultant des réclamations de tiers touchant des manquements à l'égard des brevets, des droits d'auteur, des marques de commerce ou des secrets commerciaux. Dans certaines circonstances, le montant de ces réclamations pourrait être plus élevé que les revenus provenant du client. Que

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007*

nous soyons tenus responsables ou non de dommages, les réclamations et les poursuites en ce domaine pourraient entraîner des coûts élevés et des pertes de temps importantes, ternir notre réputation ou nous obliger à conclure des ententes en matière de redevances ou des contrats de licence. Si nous étions empêchés de vendre ou d'utiliser des produits ou des services incorporant un logiciel ou une technologie faisant l'objet d'un litige, cela pourrait nous faire perdre des revenus ou nous obliger à assumer des charges supplémentaires afin de modifier ces produits et services avant de les intégrer à de nouveaux projets.

Protéger nos droits de propriété intellectuelle – Notre réussite est tributaire, entre autres, de notre capacité de protéger nos méthodologies exclusives ainsi que d'autres biens intellectuels dont nous nous servons pour fournir nos services. En règle générale, CGI cherche à utiliser les brevets et les autres moyens raisonnables et nécessaires de protection et d'optimisation de ses actifs intellectuels. CGI fait reconnaître ses droits liés à la possession et à l'utilisation de sa raison sociale, des noms de ses produits, de ses logotypes et des autres signes dont elle se sert pour identifier ses produits et services sur le marché. Dans le cours normal de nos activités, nous demandons et obtenons l'inscription de nos marques de commerce auprès du *U.S. Patent and Trademark Office* et des autres organismes responsables du droit des marques dans le monde. Néanmoins, dans certains pays où nous exerçons nos activités, il peut arriver que les lois ne protègent pas entièrement nos droits de propriété intellectuelle. De plus, malgré nos efforts, les mesures que nous prenons pour protéger nos droits de propriété intellectuelle peuvent s'avérer insuffisantes pour prévenir ou décourager les atteintes à ces droits ou empêcher l'appropriation illicite de nos biens intellectuels. Il peut aussi arriver que nous ne détections pas l'utilisation non autorisée de nos biens intellectuels ou que nous ne prenions pas les mesures convenables pour assurer le respect de nos droits de propriété intellectuelle.

## **Risques liés à notre entreprise**

Fluctuations liées aux secteurs d'activité – Les acquisitions et d'autres transactions peuvent faire fluctuer la composition de nos produits, en ce qui a trait à l'apport relatif des projets de plus courte durée (les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils) et à celui des contrats de plus longue durée (les mandats d'impartition). Si le poids relatif des projets d'intégration de systèmes et de services-conseils augmentait, il pourrait en résulter une variation plus prononcée des produits d'un trimestre à l'autre.

Risque financier et risque d'exploitation associés aux marchés internationaux – Nous gérons des activités dans 16 pays et moins de 10 % de notre chiffre d'affaires provient de l'extérieur de l'Amérique du Nord. Nous croyons que nos assises de gestion favorisent l'efficacité et l'homogénéité de notre exploitation à l'échelle mondiale; ces assises comprennent des cadres de gestion et des processus dont les dirigeants de nos unités d'affaires se servent pour gérer leurs rapports avec nos membres et nos clients. Cependant, l'envergure de nos activités internationales nous rend tributaires de plusieurs facteurs qui pourraient intervenir : les fluctuations des taux de change; le fardeau résultant de l'obligation d'observer un vaste éventail de lois nationales et locales différentes; les incertitudes liées à la diversité des cultures et des pratiques commerciales dans les différentes régions du monde; la multiplicité et le caractère parfois contradictoire des lois et des règlements, notamment en matière de fiscalité; les pertes d'exploitation que la Société pourrait subir dans certains pays dans le cadre du développement de son infrastructure mondiale de prestation des services et le fait que ces pertes ne seraient pas nécessairement déductibles des revenus aux fins de l'impôt; l'absence, sur certains territoires, de lois efficaces pour protéger nos droits de propriété intellectuelle; les restrictions sur la circulation d'espèces ou d'autres actifs; les restrictions touchant l'importation ou l'exportation de certaines technologies; les restrictions visant le rapatriement des bénéficiaires; l'instabilité politique, sociale et économique, y compris les menaces liées au terrorisme et aux pandémies. Nous avons mis en place une stratégie d'opérations de couverture visant à nous protéger, dans la mesure du possible, du risque de change. À l'exception des produits financiers utilisés dans le cadre de notre stratégie d'opérations de couverture, nous ne participons pas

## Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007*

au marché des instruments financiers dérivés. Même si nous estimons disposer de processus efficaces de gestion dans tous nos bureaux partout dans le monde, n'importe lequel des risques auxquels nos activités internationales nous exposent ou l'ensemble de ces risques pourraient se réaliser et provoquer une baisse de notre rentabilité.

Capacité d'intégrer avec succès les entreprises acquises et les mandats d'impartition – Ayant acquis un grand nombre de sociétés depuis la fondation de CGI, nous estimons que l'intégration d'équipes et d'activités fait maintenant partie de nos compétences de base. Notre approche de gestion disciplinée, fondée pour une large part sur nos cadres de gestion, joue un rôle important dans l'intégration harmonieuse des ressources humaines des sociétés acquises et des activités qui nous sont confiées en impartition. Au 31 mars 2007, presque toutes nos activités avaient obtenu la certification ISO 9001.

Changements importants touchant les principales entreprises clientes, résultant par exemple de l'évolution de leur situation financière, de fusions ou d'acquisitions d'entreprises – Un seul des clients de la Société représente plus de 10 % de ses produits totaux.

Risque de résiliation anticipée des contrats – Si nous n'exécutons pas nos mandats conformément aux ententes contractuelles conclues avec nos clients, certains clients pourraient décider de résilier leurs contrats avant la date d'échéance prévue, ce qui aurait pour effet de réduire notre bénéfice ainsi que nos flux de trésorerie et pourrait avoir une incidence sur la valeur de notre carnet de commandes. Notre feuille de route démontre notre capacité de combler ou de surpasser les attentes de nos clients. Nous gérons nos activités d'une manière professionnelle. Nous rédigeons nos contrats de façon à délimiter clairement nos responsabilités et à atténuer les risques. En outre, certains de nos contrats d'impartition comportent des dispositions permettant aux clients de les résilier pour des raisons de commodité, en cas de changement d'intention de leur part ou en cas de changement de contrôle de CGI.

Risque de crédit associé à la concentration des créances clients – Une portion substantielle de nos revenus (10,5 % au deuxième trimestre de l'exercice 2007) provient des filiales et sociétés affiliées de BCE. Nous estimons toutefois que nous ne sommes pas exposés à un risque important de crédit, compte tenu de notre bassin vaste et diversifié de clients.

Risque lié aux contrats visant des projets à court terme – CGI tire une partie de ses produits de contrats visant des projets d'une durée relativement restreinte. CGI gère tous ses contrats en fonction de son Cadre de gestion du partenariat client, un ensemble structuré de processus qui aide les équipes à appliquer des normes homogènes d'excellence à tous les projets. En vertu de ce cadre de gestion, la Société procède avec beaucoup de rigueur afin d'estimer avec justesse les coûts des mandats. Cependant, une portion substantielle des mandats est fondée sur des prix fixes. Dans ces cas, la facturation des travaux s'effectue selon les modalités du contrat signé avec le client et les revenus sont constatés en fonction du pourcentage de l'effort engagé par rapport aux coûts totaux estimés pour la durée du contrat. Lorsque nous présentons une soumission pour ce type de mandat, nous estimons les coûts et les heures de travail nécessaires pour compléter le projet. Nos estimations se fondent sur notre appréciation de l'efficacité avec laquelle nous pourrions déployer nos méthodologies et nos professionnels pour réaliser le projet considéré. En cas d'augmentation des coûts, de coûts imprévus ou de retards, y compris des retards attribuables à des facteurs sur lesquels nous n'avons pas d'emprise, la rentabilité des contrats à prix fixe peut être réduite ou annulée.

Risque associé aux garanties – Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes qui peuvent comporter des engagements d'indemnisation ou des garanties lors de transactions telles que la prestation de services-conseils ou de services d'impartition, la cessation

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007*

d'activités commerciales, les contrats de location ou la constitution d'engagements financiers. Ces engagements d'indemnisation ou garanties peuvent nous obliger à dédommager nos cocontractants des coûts ou des pertes résultant de diverses circonstances telles que le défaut de respecter les engagements ou la violation d'une garantie, l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, les réclamations qui peuvent surgir dans le cadre de la prestation des services ou des poursuites qui pourraient être entamées contre les cocontractants.

Risque lié aux crédits d'impôt – L'acquisition du contrôle de CGI pourrait rendre la Société inadmissible aux crédits d'impôt provinciaux associés à la Cité du commerce électronique et à la Cité Multimédia à Montréal, au Carrefour de la nouvelle économie au Saguenay et au Carrefour national des nouvelles technologies de Québec.

Risque associé aux affaires émanant des administrations publiques – Les réorientations des politiques de dépenses publiques ou des priorités budgétaires des gouvernements fédéraux, provinciaux ou d'états pourraient avoir une incidence directe sur nos résultats financiers. Plusieurs facteurs sont susceptibles de réduire l'ampleur de nos activités auprès des administrations publiques, notamment : la réduction des contrats accordés par les gouvernements à des firmes de services-conseils et de services en technologie; une diminution substantielle des dépenses touchant l'ensemble des gouvernements ou certains ministères ou organismes en particulier; l'adoption de nouvelles lois ou de nouveaux règlements visant les sociétés qui fournissent des services aux gouvernements; les délais d'acquittement de nos factures par les bureaux de paiement gouvernementaux; la conjoncture économique et politique en général. Ces facteurs et d'autres pourraient avoir pour effet de diminuer nos revenus futurs en incitant les ministères et organismes gouvernementaux à diminuer leurs contrats d'achat, à exercer leur droit de mettre fin à des contrats, à émettre des ordres de suspension temporaire des travaux ou à s'abstenir d'exercer leur droit de renouveler des contrats. Notre clientèle du secteur gouvernemental est très diversifiée puisque nous avons des contrats en vigueur avec plusieurs ministères et organismes gouvernementaux différents, aux États-Unis et au Canada. Néanmoins, en cas de réduction des dépenses des gouvernements ou de compressions budgétaires au sein de ces ministères et organismes, il pourrait arriver que la rentabilité continue de ces contrats ou la possibilité d'obtenir des contrats supplémentaires des mêmes sources soient compromises.

Poursuites liées à nos travaux – Nous créons, déployons et entretenons des solutions en TI qui sont souvent essentielles aux activités commerciales de nos clients. Il peut arriver que des retards, des renégociations, de nouvelles exigences des clients ou des délais nous empêchent de réaliser de grands projets de la manière prévue. De tels problèmes pourraient donner lieu à des poursuites qui auraient une incidence défavorable sur nos activités commerciales, sur nos résultats d'exploitation, sur notre situation financière et sur notre réputation professionnelle. Nos contrats contiennent ordinairement des dispositions limitant le risque de poursuites liées à nos services et aux applications que nous réalisons. Il se pourrait que ces dispositions ne nous protègent pas ou ne soient pas applicables dans certaines circonstances ou en vertu des lois en vigueur à certains endroits.

## **Risques liés aux acquisitions d'entreprises**

Mise en œuvre de notre stratégie d'acquisition – Le succès de notre stratégie de croissance est lié pour une bonne part à notre capacité d'acquérir de plus petites entreprises servant des segments particuliers, afin d'approfondir nos compétences et d'élargir nos offres de service, ainsi que de grandes entreprises qui augmentent notre masse critique aux États-Unis et en Europe. Nous ne pouvons pas garantir que nous continuerons à trouver des cibles d'acquisition, que nous réaliserons de nouvelles acquisitions ni que les sociétés que nous acquerrons, le cas échéant, s'intégreront harmonieusement à CGI et augmenteront tangiblement la valeur de l'entreprise conformément aux attentes. En

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

*Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007*

L'absence d'acquisitions supplémentaires, il est peu probable que notre croissance future corresponde à notre croissance passée ou aux prévisions.

La tâche que la direction est appelée à accomplir afin d'instaurer des normes, des mécanismes de contrôle, des procédures et des politiques uniformes dans toutes nos unités d'affaires est fort complexe et potentiellement accaparante. L'intégration d'entreprises peut occasionner des difficultés d'exploitation inattendues, des dépenses non planifiées et des problèmes de responsabilité. En outre, dans la mesure où la direction est tenue d'accorder beaucoup de temps, d'attention et de ressources à l'intégration d'activités, d'équipes et de technologies, il est possible que nous n'arrivions pas à maintenir la qualité habituelle du service offert aux clients établis et que cela ait un impact défavorable sur nos revenus ainsi que sur nos bénéfices.

## Risques de marché

Risque économique – Un ralentissement économique pourrait occasionner une diminution de nos produits. L'intensité des activités de nos clients, qui est tributaire de la conjoncture économique, a une incidence sur nos résultats d'exploitation. Nous ne pouvons prédire ni les répercussions de la conjoncture économique actuelle sur nos revenus futurs, ni le moment où une reprise marquée surviendra. Pendant les périodes de récession, il arrive fréquemment que nos clients et nos clients éventuels annulent, réduisent ou reportent des contrats en cours, ou encore qu'ils retardent l'octroi de nouveaux mandats. Généralement, les entreprises réduisent aussi l'ampleur des projets informatiques qu'elles entreprennent pendant les périodes de difficultés économiques, ce qui se traduit par une réduction du nombre d'implantations technologiques et de l'importance des mandats. En raison du nombre restreint de mandats pendant un ralentissement, la concurrence s'intensifie ordinairement. Il peut alors arriver que les prix diminuent si certains concurrents, surtout ceux qui disposent de ressources financières importantes, réduisent leurs taux pour maintenir ou accroître leur part du marché. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse de nos prix, de nos produits et de notre rentabilité.

## Intégrité de la présentation des résultats

Notre direction assume la responsabilité de maintenir des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôle appropriés, garantissant que les renseignements diffusés à l'intérieur et à l'extérieur de la Société sont complets et fiables. Les devoirs du conseil d'administration englobent l'évaluation de l'intégrité des systèmes internes de contrôle et d'information de la Société.

La Politique d'entreprise de CGI en matière de communication de l'information, un document que la Société a officiellement entériné et qui fait partie de ses Textes fondamentaux, vise à sensibiliser le conseil d'administration, la haute direction et les employés à l'égard de l'approche de CGI en matière de divulgation. Le conseil d'administration a créé le comité de supervision de la politique de communication de l'information qui veille à satisfaire aux exigences en matière de divulgation des organismes de réglementation et supervise les pratiques de divulgation de la Société.

Le comité de vérification et de gestion des risques de CGI se compose entièrement d'administrateurs indépendants respectant les exigences de la Bourse de New York et de la Bourse de Toronto en matière d'indépendance et d'expérience. Le comité de vérification et de gestion des risques assume notamment les responsabilités suivantes : a) revoir tous nos documents publics présentant des résultats financiers vérifiés et non vérifiés; b) examiner et évaluer l'efficacité de nos principes et pratiques comptables en ce qui a trait à la présentation des résultats financiers; c) examiner et surveiller nos procédures, programmes et politiques de contrôle interne, et évaluer leur pertinence ainsi que leur

## **Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation**

*Pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2007*

efficacité; d) soumettre au conseil d'administration de CGI des recommandations relatives à la nomination des vérificateurs externes, attester leur indépendance, réviser les modalités de leur mission et discuter régulièrement avec eux; e) examiner les procédures de vérification; f) assumer toute autre responsabilité généralement attribuée aux comités de vérification et de gestion des risques ou confiée au comité par notre conseil d'administration.

Comme nous l'avons expliqué dans notre rapport annuel 2006, la Société a évalué au 30 septembre 2006 l'à-propos et l'efficacité des procédés qu'elle utilise pour communiquer l'information et des mécanismes internes dont elle se sert pour contrôler la communication de l'information financière, sous la supervision et avec la participation du chef de la direction et du chef de la direction financière. Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que ces procédés et mécanismes de contrôle interne sont appropriés et efficaces, et qu'ils procurent un degré raisonnable d'assurance que les renseignements importants sur la Société et ses filiales consolidées leur seraient communiqués par d'autres personnes au sein de ces entités. Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2007, nous n'avons apporté aucune modification ayant eu pour effet ou raisonnablement susceptible d'avoir pour effet d'altérer ces procédés et mécanismes de contrôle de communication de l'information.

### **Poursuites judiciaires**

De temps à autre, la Société est partie à des litiges dans le cours normal de ses activités. Au 31 mars 2007, la Société n'a aucun motif de s'attendre à ce que l'issue de poursuites judiciaires en cours ait des répercussions défavorables importantes sur sa situation financière, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.